

**VERSEZ A LA
COLLECTE !**

l'étincelle

*Des salariés toujours
plus engagés et
flexibles :
C'est la mode Agile !*

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 22 mai 2018

Gaza : Une population qui ne se résigne pas

Les images ont fait le tour du monde. Le massacre de civils, le 14 mai 2018, à la frontière de Gaza fera date dans l'histoire, tout comme la répression à Soweto de la révolte des travailleurs noirs d'Afrique du Sud contre l'Apartheid, en juin 1976.

Depuis un mois et demi, les snipers de l'armée israélienne ont tiré à vue sur des foules désarmées, assassinant plus d'une centaine d'hommes, de femmes et d'enfants, blessant plus de 2 000 manifestants, sous prétexte de défendre les frontières d'Israël. Une tuerie perpétrée sur ordre du gouvernement israélien de droite de Netanyahou, allié à l'extrême droite.

Un Netanyahou courtisé par Trump pour participer à une alliance USA-Arabie saoudite-Israël contre l'Iran. En conséquence, la décision de déplacer l'ambassade américaine de Tel Aviv à Jérusalem a été perçue par le Premier ministre israélien comme un feu vert à sa politique extrémiste et par les Palestiniens comme une négation de leurs aspirations.

La poudrière du Moyen-Orient

L'expulsion de centaines de milliers de Palestiniens lors de la création de l'État d'Israël en 1948, l'annexion de la Cisjordanie et de Gaza en 1967, la politique de colonisation et plus récemment le blocus imposé à Gaza par les Israéliens, après la prise de pouvoir par les intégristes religieux du Hamas dans ce territoire en 2007, ont engendré une situation intenable pour des millions de Palestiniens.

Après bien des péripéties, la révolte s'était cristallisée, depuis les accords d'Oslo de 1993, dans la volonté d'avoir un État palestinien à côté de l'État d'Israël.

Israël n'a eu de cesse de réduire ces territoires à peau de chagrin. Des centaines de milliers de colons israéliens ont occupé la partie la plus riche de la Cisjordanie. Les Palestiniens sont cernés dans une soixantaine d'enclaves surpeuplées, subissant les contrôles musclés de l'armée. Les habitants de Gaza, eux, sont soumis à un blocus cruel, aux coupures de courant, ne survivent que grâce à l'aide internationale, tout en étant constamment à la merci des bombardements israéliens. Tous ont vu leur aspiration à un État palestinien réduite à néant.

L'impasse du nationalisme

Si des dizaines de milliers d'habitants de Gaza sont allés protester, face à l'armée israélienne, c'est plus par désespoir et faute de perspectives politiques que par désir de mourir en martyr, comme le prétend le Hamas.

Les travailleurs de Gaza et de Cisjordanie sont en révolte contre la misère et la négation de leurs droits nationaux. Est-ce obligatoirement sous la bannière des nationalistes du Hamas ? Les travailleurs d'Israël dont la situation matérielle et les droits se dégradent n'ont-ils d'autre avenir que de servir de gendarmes de la région au bénéfice des bourgeoisies israélienne ou américaine ?

Non bien sûr. Pas plus que les travailleurs en France ne doivent obligatoirement suivre la politique nationaliste de Macron qui sert de masque aux intérêts de la très riche bourgeoisie française.

On nous assène que la situation au Moyen-Orient est un sac de nœuds inextricable que seule la guerre peut résoudre. En réalité, elle révèle l'impasse des solutions avancées par Trump, Netanyahou, le Hamas et l'Autorité Palestinienne : la faillite du nationalisme. L'avenir des travailleurs palestiniens et israéliens est internationaliste, dans la destruction des murs et des barbelés que la bourgeoisie construit pour les opposer.

Cheminots, salariés du public et du privé, tous ensemble !

Mardi 22 mai, les agents de la Fonction publique sont en grève. Des cheminots seront à leur côté à la manifestation à 14h à République, ainsi que des salariés du privé. Samedi 26 mai, des organisations syndicales et de gauche appellent aussi à manifester. Saisissons-nous de ces occasions pour affirmer qu'il en y a assez de la politique du patronat et de Macron en faveur des plus riches. C'est dans la rue et par la grève qu'on pourra les mettre en échec !

Toujours pas de lundi au soleil

Pour pouvoir profiter du lundi de Pentecôte, chaque salarié Renault doit depuis 2004 céder un RTT. Les prestataires, eux, doivent soit retourner travailler gratuitement dans leur société, soit perdre un jour de congé. Ces « jours de solidarité » ne coûtent rien aux employeurs qui les reversent à l'Etat. Le filon est si intéressant que le gouvernement parle d'un second jour de solidarité, lui qui vient de supprimer l'ISF, l'Impôt de Solidarité sur la Fortune ! La solidarité, ce serait de prendre sur les bénéficiaires et de répartir les richesses, pas de piquer dans la poche des salariés.

Assistante tout risque

Pas facile la vie d'assistante au TCR. Ce sont souvent des femmes chargées d'assister des hommes. Alors en plus des nombreuses tâches professionnelles, pas mal de chefs se croient autorisés à leur demander de servir le café et de satisfaire leurs caprices. Et de profiter qu'elles sont pour beaucoup intérimaires, et menacées d'être congédiées à la moindre rebuffade. Assistante, ça ne veut pas dire bonniche !

Plus facile à DIR qu'à faire

Les salariés de la Direction Informatique Renault (DIR) s'approprient à subir une nouvelle réorganisation début juillet. Au programme : modification des équipes et des structures et changement des fonctions (avec à terme une possible révision des NRR pour les Cadres) pour s'adapter à un fonctionnement de projet en mode Agile. La direction voit avec Agile la possibilité de réduire les temps de cycle et d'augmenter l'engagement des salariés. Avec Agile, c'est « plus de flexibilité, moins de normes et de processus », et des « salariés en situation de développement continu ». Et la pause, c'est quand ?

50 ans et toutes ses dents

Il y a 50 ans, les ouvriers des usines Renault de Cléon, Billancourt ou Flins se mettaient massivement en grève à la suite des manifestations étudiantes. Un vent de révolte et de liberté se mettait à souffler contre des conditions de travail et d'encadrement de plus en plus dures, sur fond de perte de pouvoir d'achat. Une brèche que la direction tentera en vain de refermer. Après 1968, rien ne sera comme avant.

Certifié 100% bénéficiaires

Nissan a publié ses résultats annuels (décalés d'un trimestre par rapport à la France). Et tout comme Renault, Nissan annonce des records de production, de vente et de bénéficiaires avec plus de 5,7 milliards d'euros ! Son bénéfice d'exploitation a pourtant chuté suite au scandale des certifications dévoilé l'an passé (des véhicules certifiés par du personnel non habilité), et ayant entraîné le rappel d'un million de véhicules. De là à dire que la triche, ça rapporte...

Pas dispensé de préavis

Avec les nouvelles Dispenses d'Activité, les chefs peuvent imposer un préavis de 6 mois. Le temps de transférer le travail de celui qui part aux collègues ? Si les effectifs n'étaient pas si contraints, les remplacements seraient plus faciles. La direction a eu largement un préavis pour embaucher.

Piège de Cristallin

Dans l'immeuble Cristallin à Boulogne, Renault a regroupé différentes équipes informatiques (Renault Digital, ACMS...) dans une ambiance « start-up », censée stimuler la créativité et l'engagement. Et l'exploitation ? Jeunes embauchés en majorité de moins de 30 ans et qui perdent vite leurs illusions, absence de médecine du travail, de syndicat et de contrôle horaire, réfectoire de 34 places pour 400 salariés, mode de management agressif (plusieurs salariés ont déjà subi du harcèlement)... Le nombre de canapés sur les plateaux est inversement proportionnel au confort dans le travail.

Iran : le nucléaire... et le reste

Malgré la reprise des sanctions contre l'Iran par les USA, les constructeurs automobiles français s'accrochent. Renault projette d'y ouvrir un centre d'Ingénierie, et une usine à Saveh au sud de Téhéran. En plus d'un vaste marché, Renault et PSA disposent en Iran de travailleurs formés, moins payés encore qu'en Europe de l'Est, et sous la coupe d'un Etat qui interdit toute « propagande contre le régime » et pour qui les grèves sont des « conspirations portant atteinte à la sécurité nationale » et susceptibles d'années de prison. Des atteintes aux droits des travailleurs qui ne suscitent aucune sanction.

Accords secrets contre les salariés

L'Humanité a publié des accords passés en 2014 entre GM&S, PSA et Renault. Ils montrent que l'équipementier creusois, dont les salariés se sont opposés à la liquidation en 2017, était sous le contrôle des deux constructeurs. La reprise de GM&S a fait 157 licenciés, dont la plupart pointe au chômage. C'est aux véritables responsables d'en assumer les conséquences et d'indemniser les salariés de GM&S.

T'as voulu voir Vesoul, t'as vu la grève

Une centaine de salariés ont débrayé jeudi 17 mai à PSA Vesoul (Haute-Saône) contre un accord local qui augmenterait le temps de travail des 3 000 salariés du site de 7,8 % (de 35 à 37 h 45 par semaine) contre une augmentation de salaire de 2,8 %. La direction veut en parallèle supprimer 150 CDI par an jusqu'en 2020. PSA, malgré des bénéficiaires record en 2017, se sert de la loi Travail qui permet de remettre en cause le temps de travail par un accord local. La loi travail n'était pas censée favoriser les créations d'emploi ?!